

effacé. L'automne dernier, ayant enregistré une série d'échecs et voyant que le coût de la vie montait à un rythme soutenu d'année en année, le gouvernement a essayé une nouvelle tactique; il a nommé la Commission des prix et des revenus pour juguler l'inflation. Cette commission n'a eu aucun succès et n'en aura pas plus à l'avenir, que toutes les autres mesures que le gouvernement a adoptées.

L'échec présent et futur du programme de la Commission des prix et des revenus tient à trois choses. D'abord, la Commission a réuni les représentants du patronat et les a convaincus d'aligner leurs prix de vente sur leurs prix de revient, sans plus. Mais il s'agissait là d'un gentleman's agreement, sans aucune sanction à la clé. Quiconque a été dans les affaires, ou a connu des hommes d'affaires, sait qu'il n'y a pas de gentleman's agreement en affaires. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas nombre de gentlemen dans les affaires. Il y en a, bien entendu, mais pour qu'un accord soit viable il faut que tous s'y conforment. Mais il ne faut qu'une brebis galeuse pour contaminer tout le troupeau. Dès qu'un des intéressés manque à son engagement, tous les autres décident que dans ce cas ils feront de même. Aucune sanction n'est prévue contre ceux qui ne se conforment pas à l'accord conclu, il y a quelques semaines par le patronat avec la Commission des prix et des revenus et, par l'intermédiaire de celle-ci, le gouvernement.

Deuxièmement, ainsi qu'on l'a bien vu hier, les dirigeants des syndicats ont déclaré sans ambages qu'ils n'avaient pas la moindre intention de limiter leurs exigences en matière de salaires et cela pour une excellente raison. D'après eux, le programme gouvernemental fait deux choses: il provoque une inflation record et le chômage le plus élevé depuis six ans. Ils ne veulent en rien participer à un programme qu'ils estiment néfaste. Ils ont donc signifié très nettement au premier ministre et au cabinet qu'il ne faut pas compter sur eux pour freiner les demandes d'augmentation des salaires.

La troisième raison pour laquelle le programme de la Commission des prix et des revenus ne réussira pas est que le gouvernement autorise le patronat à augmenter ses prix de vente en proportion de ses prix de revient. L'augmentation des frais de main-d'œuvre est parfaitement logique et juste et le salariat a donc toute liberté, aux yeux du gouvernement, d'accroître ses exigences tant qu'il voudra, si le patronat ne proteste pas; ce

[L'hon. M. Hees.]

dernier ajoutera les hausses de salaires aux autres augmentations aux prix de revient et justifiera ainsi une hausse comparable des prix. Voilà pourquoi le coût de la vie le mois dernier, comme on l'a révélé il y a huit jours, a subi une hausse record. L'indice du coût de la vie est de 5 p. 100 plus élevé qu'il y a un an. Tout indique que cette escalade va se poursuivre dans les mois qui viennent. C'est que l'approche de la Commission des prix et des revenus ne peut marcher. C'est une méthode impraticable. N'importe quel homme d'affaires, si on l'avait questionné à ce sujet, aurait pu dire au gouvernement que cela ne pourrait rien donner. Une fois de plus ce gouvernement prête à rire; il n'inspire plus aucun respect. Le moindre homme d'affaires verrait qu'il est impossible de contrôler les prix en s'y prenant de cette manière.

• (4.30 p.m.)

Ce dernier en date des plans gouvernementaux accroîtra le chômage. C'est un programme dur, cruel, connu et utilisé depuis des siècles. Pourquoi ce gouvernement soi-disant à la page veut y avoir recours, voilà qui est dur à comprendre pour une personne au cœur bien placé. L'obstination du gouvernement est assez incompréhensible. Mais pour le premier ministre il semble que le chômage ne représente ni souffrances, ni privations, ni désespoir. Cela se sent très bien quand on lui pose des questions sur ce que le gouvernement a l'intention de faire pour endiguer la montée du chômage. Il accueille les questions avec une plaisanterie et un sourire malin. Le contact le plus rapproché du premier ministre avec la pauvreté s'est produit il y a environ un an lorsqu'il s'est rendu à Montréal visiter un centre domiciliaire. Il y a passé quelques minutes. Les personnes réunies pour le voir lui ont posé quelques questions plutôt difficiles auxquelles il a trouvé très délicat de répondre. Il n'a pas aimé l'atmosphère. Il a tourné les talons et quitté les lieux. C'est la seule fois qu'il est allé dans un endroit ressemblant à un secteur où existe la pauvreté.

Il y a quelques jours, le premier ministre est rentré d'une tournée de 6 jours dans l'Arctique. Il s'est grandement diverti. Il a pu constater personnellement les conditions de vie des Esquimaux et des Indiens. Aujourd'hui, je lui ai demandé s'il se proposait de consacrer autant de temps à visiter aussitôt que possible les taudis de nos grandes villes pour y observer personnellement les conditions dans lesquelles vivent ceux qui sont au-